



# Feuille de route ÉCONOMIE

---

# POUR UNE POLITIQUE DE PLEIN EMPLOI

# Principes

Ce ministère est lié à celui du Travail et de l'Emploi, au Commissariat au Plan et à l'Innovation, ainsi qu'au Conseil citoyen de la Monnaie, et le ministère des Affaires européennes du Gouv viendra mettre des coups de tampons là où l'UE contredit tout mouvement. L'Économie est évidemment l'un des ministères du Gouv les plus sollicités par les conclusions du Vrai débat, qui seront traitées dès le prochain dossier publié par le ministre et son équipe.

## Déclaration d'intention en quatre grands principes

- 1. Recréer un modèle économique de plein emploi**, mettre en avant la valeur travail et enclencher une dynamique positive de hausse des salaires et de fin de la précarité.
- 2. Relocaliser et réindustrialiser, relancer l'économie, innover grâce au Plan**, et créer un partenariat de long terme entre l'État et les entreprises privées, abondé par des montants financiers très importants. Mettre la finance au service de l'économie réelle et non de la spéculation par des réglementations strictes.
- 3. L'économie française doit se développer tout en progressant vers une société plus écologique.**
- 4. Cela passe forcément par un retour de la souveraineté nationale, un État stratège, le protectionnisme intelligent et une politique patriote pour la prospérité de la France.** La Banque de France ne demandera pas le remboursement de la dette publique qu'elle détient, ce qui conduira à un allègement immédiat de 20% du total de la dette publique.

## Sommaire

- 1- Quelle réponse immédiate apporter à la crise du coronavirus ?**
- 2- Plan de relance de l'économie, réindustrialisation et retour de l'emploi**
- 3- Mettre la finance au pas**
- 4- Poser la question monétaire**
- 5- Souveraineté et nationalisations**
- 6- Pouvoir d'achat et consommation**
- 7- Repenser le système fiscal français**

# Principes

## 1. Quelle réponse immédiate apporter à la crise du coronavirus ?

Tous les pays ne sortent pas en même temps du confinement et le coronavirus peut malheureusement réapparaître cet automne. A la suite des erreurs majeures de politique sanitaire et économique, la destruction d'entreprise risque d'être massive et le chômage explosif. Nous parlons d'une récession de 11% en France cette année et d'un million de chômeurs de plus, ce qui amènerait à 7,5 millions le nombre de demandeurs d'emploi toutes catégories inscrits à Pôle emploi.

Privés de nos instruments de politique économique par l'Union européenne (politique monétaire, commerciale, marchés publics à réserver, protectionnisme intelligent...), le gouvernement accepte la récession tête basse, ce qui pousse les entreprises à licencier et déclencher ainsi une spirale négative.

### Ce qu'il aurait fallu faire

**Dès le début du confinement, il était impératif de sauver toutes les entreprises et tous les salariés et indépendants en faisant prendre sur les épaules de l'État une partie importante des pertes de revenus dues au gel de l'activité :** salaires avancés par l'État pour les entreprises arrêtées et réellement assurée à 80-90%, impôts et charges reportés voire annulés, échéances bancaires repoussées ainsi qu'un soutien massif aux indépendants. La politique sanitaire devait être stricte en ne laissant que les activités utiles ouvertes, en imposant le port du masque, pour que le confinement dure le moins de temps possible.

Les entreprises qui versent des dividendes inappropriés pendant cette période et/ou disposeraient d'antennes dans des paradis fiscaux auraient dû en toute logique être exclues du dispositif, comme le Danemark l'a décidé. Emmanuel Macron a préféré prendre des demi-mesures sanitaires et économiques engendrant un confinement très long et un désastre économique. Son plan est coûteux et destructeur pour l'économie.

### Ce qu'il faut faire à court terme

**D'abord mettre en place un plan massif pour sauver nos entreprises, les organisations humaines qui sont les forces vives de l'économie.** La dette de l'État en sera évidemment alourdie, l'urgence est à ce prix, mais ce problème restera gérable, affaire de degré et non de nature. Les aides de l'État devront se faire par un mélange de prêts et de prises de participations quand il s'agit des grandes entreprises cotées en bourse, dans une optique de justice sociale.

Mettre en place une politique volontariste pour relancer immédiatement la croissance et empêcher la destruction d'emplois et d'entreprises françaises.

Sans cela, la France rentre un cycle vicieux d'entreprises détruites, avec à la clé moins de consommation, et plus de chômeurs et d'entreprises au tapis.

Pour que les français aient confiance, un plan de long terme pour que le coronavirus ne réapparaisse pas rapidement doit être mis au point avec nos collègues du ministère de la Santé du Gouv.

# Principes

---

## **Un plan de relance de la croissance sur le court terme pour empêcher une violente récession**

Les marchés publics payés avec les impôts des français seront réservés aux entreprises françaises afin de commencer la relocalisation de la production. Cette relocalisation devra être rapide dans la production de masques, de tests, de respirateurs et de médicaments avec reconstitution de stocks stratégiques. Les entreprises privées pourront bien évidemment se lancer sur ces marchés, et des entreprises en liquidation comme Luxfer (bouteilles d'oxygène), Famar (Chloroquine), l'ancienne usine de masques de Plaintel seront relancées avec l'appui en fonds propres de la BPI.

Mettre en place **un plan de relance de la demande de 100 milliards d'euros ciblé pour avoir des effets rapides**, ce qui n'est pas évident vu le niveau de désindustrialisation du pays :

- **Accélérer les chantiers de bâtiments et travaux publics engagés. Refaire les routes, réparer les voies ferrées et les ponts en déliquescence.** Accélérer le calendrier des projets en attente pour que les carnets de commandes se remplissent.
- **Lancer un grand plan hydrogène** de commandes de locomotives à hydrogène propre à Alstom sur plusieurs années, d'électrolyseur pour transformer l'électricité sans CO2 en hydrogène, de stations service et un plan concerté de 20 milliards d'euros avec les constructeurs automobiles français pour accélérer la sortie des modèles de voiture propre à hydrogène.
- **Un chèque de 100 euros sera distribué à chaque français qui ne sera utilisable que pour l'achat de produits fabriqués en France dans les trois mois à venir**, avec de lourdes amendes pour les producteurs en cas de fraude.
- **L'achat d'une voiture neuve** fabriquée à plus de 50% en France bénéficiera d'une aide de l'Etat de 20% du prix (4000 euros maximum).
- **La prime à la conversion** de véhicules polluants du gouvernement Macron pour l'automobile sera réservée au remplacement par un véhicule électrique, hybride ou essence économe sera réservée aux voitures produites à plus de 50% en France. Il sera possible de l'utiliser pour l'achat de scooters, motos, camionnettes et camions dans les mêmes conditions.
- **Nous accompagnerons aussi le ministère de la Santé du Gouv dans son plan pour l'hôpital**, débloquant les fonds nécessaires pour la revalorisation du personnel soignant (augmentation de 5% minimum), ainsi que pour garantir la dignité de leurs conditions de travail, notamment par l'embauche de personnel supplémentaire. Des embauches compliquées tant les conditions de travail sont rudes, qui seront plus simples si les recrues savent que le gouvernement a résolument changé de politique à leur égard.

L'emploi, la croissance et l'écologie en sortiront gagnants.

# Principes

## 2. Plan de relance de l'économie, réindustrialisation et retour à l'emploi sur le moyen terme

**La désindustrialisation nous a laissé sans capacité de réaction face au Coronavirus.** Elle nous prive de la principale source de richesse et de paiement de nos matières premières depuis une vingtaine d'années. La délocalisation a détruit beaucoup d'emplois à valeur ajoutée qu'il faut faire revenir dans notre pays. **Dans cette période de démondialisation en voie d'accélération, la relocalisation et la réindustrialisation ne sont plus un choix mais une impérieuse obligation.**

- **Les marchés publics et la commande publique seront réservés aux entreprises produisant sur le sol français**, si la différence de prix est inférieure à 25% comme aux États-Unis. Cela concerne aussi bien les voitures achetées par la police, le matériel médical, les aliments achetés par les cantines et bien d'autres productions.
- **L'armée a un matériel trop vieux et défaillant.** En partenariat avec le ministère de la Défense du Gouv, nous accélérerons le développement et l'achat de nouveaux matériels afin que l'industrie française bénéficie des technologies de pointe issues de la défense.
- **Les droits de douane avec la Chine et autres pays asiatiques mercantilistes seront augmentés** au minimum afin que ceux-ci soient égaux à ceux qu'ils nous appliquent. L'objectif, parfaitement légitime, est l'équilibrage de nos échanges commerciaux.
- **Les subventions publiques versées par l'État français seront réservées à l'achat de matériel produit en France** (par exemple les voitures électriques ou à hydrogène, les pompes à chaleur, fenêtres et chaudières efficaces pour la transition énergétique...).
- **Notre ministère collaborera activement aux travaux du Commissariat au Plan et à l'Innovation du Gouv pour réindustrialiser la France** et parvenir à réorienter la production nationale selon les souhaits de la société (transition écologique, produits durables, etc.), dans le cadre d'une réorientation plus globale de tout le modèle économique français vers un cycle vertueux de création d'emplois à valeur ajoutée.
- **Le plan qui en résultera devra permettre à la France de rattraper ses retards ou de consolider des avances dans des secteurs technologiques stratégiques** (semi-conducteurs, robotique, aviation, internet souverain, énergies renouvelables, économie hydrogène etc.). Les leviers de la commande publique, l'aide au financement de la recherche et développement ainsi que le financement public seront tous activés. Les libéraux se souviennent de l'échec du plan Calcul, mais ils oublient le plan Aviation qui donna naissance à Airbus, le plan Nucléaire, et d'autres encore.
- **La Banque de France pourra aider directement ou indirectement au financement** à taux bas des grands projets de demain élaborés avec le Commissariat au Plan et à l'Innovation, notamment par le retour du « Circuit du Trésor ».
- Les bénéfices réinvestis par les entreprises auront un taux d'imposition plus bas de 10% que les bénéfices distribués afin de **favoriser l'investissement et l'emploi.**

# Principes

## 3. Mettre la finance au pas

**Ces trente ou quarante dernières années, le monde de la finance a étendu son influence sur l'économie mondiale.** Aujourd'hui, nous la retrouvons à toutes les échelles. Comme nous l'avons vu plus haut, nous proposerons des coefficients règlementaires de fonds propres pour les banques qui seront différents pour les prêts à l'économie réelle ou pour la spéculation. Le « *shadow banking* » qui permet aux banques de s'abstraire des règles élémentaires et les « *dark pools* », ces marchés clandestins où personne n'ose mettre son nez, seront évidemment combattus avec fermeté et résolution.

- **Si les politiques d'entreprises se sont retrouvées alignées sur les cours de bourse, c'est notamment grâce aux « stock-options » qu'il faut interdire**, à l'exception des jeunes pousses pour lesquelles elles sont un bon moyen d'attirer des dirigeants expérimentés. L'autre plaie de l'époque, le rachat des entreprises par endettement dans le cadre des **LBO (leverage buy out)**, devra faire l'objet d'un contrôle très strict, voire d'une interdiction quand l'endettement mis sur le dos de l'entreprise risque de la détruire. Cela devrait faire baisser la valorisation des entreprises concernées et permettra à de vrais entrepreneurs voire à des salariés en association de les reprendre.
- Concernant la bourse, nous réfléchissons à ne l'ouvrir que 30 minutes par jour, une demi-journée maximum, ou bien de ne proposer que deux cotations quotidiennes. Nous rappelons que le seul moment où la bourse finance une entreprise se situe lors de l'émission d'actions nouvelles, tout le reste n'est que de la spéculation. **L'Autorité des marchés financiers devra être gonflée aux hormones**, avec deux fois plus d'agents payés comme des traders et disposant des moyens nécessaires pour enfin remplir leur mission.
- Interdiction du trading robotisé à haute fréquence et de tous les produits dérivés complexes, bombes financières potentielles sans aucune utilité pour le contribuable.
- **Séparation des banques de marché et de détail** (particuliers et entreprises).
- Afin de garantir le développement d'un important tissu de PME sur notre territoire sans le faire entièrement dépendre de la générosité du système oligopolistique des banques privées, **le secteur bancaire public français devra être considérablement renforcé**. Ce pôle sera entièrement mis au service de l'économie réelle. La Banque de France mettra en œuvre une politique sans faille pour que le crédit des banques soit dirigé vers l'économie réelle (entreprises, ménages) et non à la spéculation financière (marchés financiers, immobiliers de bureau) par des coefficients de fond propre qui seront appliqués de façon différenciée. Ce pilotage par grands secteurs permettra de mettre enfin la finance au service de la société.
- **Développer le capital-risque et le capital investissement** à la hauteur de l'économie américaine afin de faire croître nos jeunes pousses et les entreprises en croissance. Pour pallier le manque criant de capitaux, le capital-risque et le capital-développement français investiront à terme 2% de l'assurance-vie des Français (1600 milliards d'euros), soit plus de 32 milliards dédiés à la création d'emplois et au développement des entreprises innovantes.

## 4. Poser la question monétaire

Sans empiéter sur les conclusions du Conseil citoyen de la Monnaie du Gouv, trois questions d'importance relative à la monnaie se posent déjà à nous :

- La nécessité d'avoir une monnaie moins chère pour augmenter le niveau des exportations et baisser le niveau des importations (amélioration de la balance commerciale), stopper les délocalisations et la désindustrialisation de la France.
- L'importance des projets à financer pour remettre la France sur pied, dont la transition écologique.
- La nécessité de reprendre la main sur la finance qui dirige aujourd'hui l'économie et la société.

**Le ministère de l'Économie du Gouv considère qu'il n'y a pas de réponse possible à ces 3 questions majeures sans retrouver notre monnaie au niveau national.** La discussion de ce sujet se fera en concertation avec les autres ministres.

### En attendant ces conclusions :

- Le conseil de politique monétaire de la Banque de France doit disposer de représentants des salariés, des entreprises et de l'État en plus des financiers qui y font la loi aujourd'hui. **La politique de la Banque de France s'adresse à toute la Nation, pas aux seuls banquiers.**
- La création de monnaie dans des quantités limitées par la Banque de France pourra servir au financement de projets d'intérêt général.
- La Banque de France ne demandera pas le remboursement de la dette publique de la France qu'elle détient ce qui conduira à un allègement immédiat de 20% de la dette publique.

Plus largement, le conseil de politique monétaire de la Banque de France doit disposer de représentants des salariés, des entreprises et de l'État. En accord avec nos collègues du ministère de la Monnaie du Gouv, nous proposerons une monétisation raisonnée des dettes publiques ou sa transformation en dette perpétuelle, meilleures options selon nous que l'annulation sèche, une grande partie du stock étant disséminé dans l'épargne des Français.



## 5. Souveraineté et nationalisations

**Il faudra bien qu'une équipe de patriotes déterminés parvienne enfin à racheter Alstom, par le biais d'un consortium franco-français.** Les projets en ce sens savent qu'ils peuvent compter sur notre soutien. Les nombreuses zones d'ombres autour de la vente de ce fleuron de notre industrie stratégique (un député français allant jusqu'à évoquer un « pacte de corruption ») devront faire l'objet d'une enquête complète sur les conditions de cette vente. Il faudra aussi élucider les raisons pour lesquelles l'État français, malgré sa *golden share*, ne se porte actuellement pas acquéreur de cette filiale que General Electric s'apprête à remettre sur le marché.

La question du retour de la souveraineté française dans le domaine des turbines doit s'inclure dans **un plan de récupération des actifs stratégiques**. Il faudra par exemple négocier avec Nokia le retour d'Alcatel dans le giron national, en maintenant l'unité commune de recherche et développement qui existait au départ. Alstom et Alcatel sont nos deux premières cibles prioritaires.

**Les cessions récentes ou en cours doivent être annulées selon tous les moyens légaux à la disposition du gouvernement.** Il est impératif de revenir à l'esprit de l'alinéa 9 du préambule de la Constitution de 1946 qui stipule : « Tout bien, toute entreprise, dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait, doit devenir la propriété de la collectivité. » En ce sens, l'annulation de la vente d'Aéroports de Paris et le retour des autres aéroports vendus au privé, l'annulation de la vente des barrages français (une injonction de la Commission européenne), le retrait des projets de privatisation des routes nationales ou de la très rentable Française des Jeux, semble s'imposer comme une évidence. Le démantèlement progressif et insidieux de fleurons français comme EDF ou la SNCF doit aussi cesser au plus vite, en réparant les dégâts occasionnés sur les structures et les personnels.

## 6. Pouvoir d'achat et consommation

Afin de garantir la qualité de vie des Français et le maintien de la demande aux entreprises, **le Smic sera augmenté, au minimum et chaque année du niveau de l'inflation et des gains de productivité.** C'est d'ailleurs la revendication n°6 du Vrai débat, qui ajoute « l'arrêt de l'augmentation de la CSG ». Grâce à la « micro-cotisation » (voir plus bas) la CSG ne va pas seulement arrêter d'augmenter, mais considérablement baisser. Concernant les pensions de retraites, il faudra les débloquer, ainsi que les traitements des fonctionnaires gelés depuis plusieurs années, qui pourront temporairement être indexés sur la croissance pour rattraper leur retard.

# Principes

**Nous proposons aussi de « désubériser » l'économie.** Le modèle de ces plateformes informatiques doit être inversé en France pour que les revenus reviennent massivement vers les travailleurs par la limitation et la transparence des marges ainsi que d'autres mécanismes comme la possibilité de vendre à différents prix sur différentes plateformes pour les hôteliers, ou la création de plateformes coopératives avec l'aide de l'État.

Dans le domaine de la consommation, nous formulerons rapidement l'obligation pour les producteurs d'écrire l'origine détaillée des produits en gros, au recto des emballages, avec un drapeau français pour les produits « Made in France ».

## 7. Repenser le système fiscal français

Après des décennies de tâtonnements en matière de taxation financière, depuis l'invention de la « taxe Tobin » et bien avant dans certains pays comme l'Angleterre, **il est temps pour la France de se doter d'une véritable taxe sur les transactions financières.** Il n'est bien évidemment pas question de considérer comme telle la petite taxe qui en fait office aujourd'hui, et qui s'impose mollement au bilan journalier des achats d'actions d'une toute petite liste d'entreprises.

Le projet de « micro-cotisation » que notre ministère va porter au sein du Gouv n'est certes pas la solution à tous les problèmes du pays (aucun impôt n'a ce pouvoir), et les solutions proposées dans cette feuille de route sont toutes là pour le démontrer, mais **il est la clé de voûte d'un renversement radical des équilibres fiscaux français.** Il sera développé dans un dossier spécial qui devra faire l'objet d'un débat approfondi entre toutes les parties prenantes, qui vont de l'allocataire du RSA au patron de banque puisqu'ils seront tous concernés. Il s'agit d'une taxe universelle sur l'intégralité des transactions financières qui concernent notre territoire. Un petit millième de tout. Il devrait en coûter cinq euros par an au plus pauvre d'entre nous, et plusieurs centaines de millions à tel ou tel fonds d'investissement (charge à ce dernier de les répercuter sur ses clients), pour un total qui permettra de redistribuer les cartes en direction du pouvoir d'achat (aucun particulier n'y perdra), de la compétitivité des entreprises (les sociétés non financières y trouveront elles aussi un gain net) et de l'investissement public.

Étonnamment, le rétablissement de l'impôt sur la fortune n'apparaît pas dans les principales revendications du « Vrai débat ». Nous pensons qu'il vaut mieux taxer les gains, les plus-values, que de taxer une seconde fois le capital une fois stocké, surtout lorsqu'il dépasse de peu le premier million qui se voit immédiatement sanctionné. **La taxation du capital très en dessous de la taxation du travail est néanmoins le vrai scandale de notre époque,** et la question reste largement ouverte.

---

# Principes

Dans le domaine de l'évasion et de la fraude fiscale, le ministère de la Justice fiscale du Gouv devra proposer une direction à long terme, qui modifiera profondément les bases du système juridique des entreprises dans l'objectif de faire disparaître la plus grande partie possible de l'évasion et de la fraude fiscale qui privent le budget de l'État des sommes nécessaires pour assurer des services publics décents sans pour autant creuser son déficit.

## Conclusion

Voici les grandes orientations du ministère de l'Économie du Gouv.

**Dans le prochain dossier proposé par ce ministère, vous trouverez les réponses de l'équipe aux 15 des 59 premières propositions qui le concernent.**

